

NATHALIE
LOISEAU

**LA GUERRE
QU'ON NE VOIT
PAS VENIR**

**CYBER-ATTAQUES,
VRAIS TROLLS, FAUX MÉDIAS :
ET DIRE QUE VOUS CROYEZ
VIVRE EN PAIX !**

La guerre
qu'on ne voit pas venir

Nathalie Loiseau

La guerre
qu'on ne voit pas venir

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-2518-8
Dépôt légal : 2022, octobre
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

« Parce qu'elle dépend essentiellement de la volonté des citoyens, parce qu'elle suppose un effort permanent, la démocratie n'est jamais acquise. »

Pierre MENDÈS FRANCE

Il n'est pas rare de commencer un livre par un avertissement. Je demanderai humblement au lecteur la patience d'en lire trois.

Bien des événements que vous lirez dans cet essai vous paraîtront au mieux curieux, au pire difficiles à croire. Pourtant, rien de ce qui est raconté ici n'est sorti de mon imagination. Il faut simplement se rendre à l'évidence : dans le fracas du monde contemporain, la réalité dépasse souvent la fiction. Si la frontière entre les faits et le *fake* est parfois devenue floue, c'est à la fois parce que la désinformation fleurit et s'épanouit partout – ce sera l'un des sujets de cet ouvrage –, mais aussi en raison de l'irruption du saugrenu, de l'inédit, de l'improbable dans le monde réel et sous nos yeux. Qui aurait osé imaginer qu'un fanatique de l'Arizona à demi nu et coiffé de fourrure, Jake Angeli, envahirait le Capitole avec d'autres partisans

La guerre qu'on ne voit pas venir

d'un président américain lui-même assez inimaginable ? Pourtant les images ont fait le tour du monde. Dans quel cerveau fiévreux aurait-on inventé qu'un dictateur aux abois, le Biélorusse Alexandre Loukachenko, transformerait ses consulats au Moyen-Orient en tour-opérateurs et lancerait des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à l'assaut de la frontière polonaise pour faire chanter les pays européens ? Encore une fois, nous avons tous été les témoins incrédules de cet incroyable événement. Ce livre en décrit bien d'autres et veille avec scrupule à coller à la vérité, même lorsqu'elle semble invraisemblable.

Deuxième précaution à laquelle je suis tenue : il est à peu près certain que ce récit sera dépassé lorsque vous le lirez. Je le regrette par avance, mais je vois mal comment éviter cet écueil. La réalité dont je veux vous parler, celle des interférences étrangères dans la vie de nos démocraties, trouve chaque jour une nouvelle illustration et prend à chaque instant une forme inédite : campagnes de désinformation, manipulation des opinions publiques, instrumentalisation des réseaux sociaux, encouragements à la discorde, cyberattaques, chantages au prix de l'énergie, à la livraison de blé ou aux flux migratoires, infiltrations dans les milieux de la politique, des affaires et de la recherche... Il sera question de tout cela dans cet ouvrage, qui prétend d'autant moins à l'exhaustivité que les phénomènes qu'il décrit n'auront pas cessé au jour de sa parution. C'est ainsi que lorsque j'ai commencé à écrire ces pages, j'avais choisi l'Ukraine comme exemple saisissant autant que méconnu des opérations russes de guerre hybride. J'avais alors le sentiment de décrire une

Introduction

zone et des pratiques ignorées car éloignées des préoccupations de la plupart de mes futurs lecteurs. Lorsque j'ai terminé l'écriture de ce livre, la Russie avait envahi à la fois l'Ukraine et les conversations, et la question des ingérences étrangères le devant de la scène. Je n'ai ni la moindre prescience ni quelque maîtrise que ce soit sur ce qu'il adviendra entre le bouclage du manuscrit et la publication de ces lignes. Me voici contrainte d'accepter par avance d'être dépassée par la réalité que j'aurai essayé de vous décrire.

La troisième mise en garde n'est ni la plus anodine ni la plus plaisante. En un mot comme en cent, voici trois ans que je serine la même chose : nous, Européens, croyons vivre en paix, protégés depuis plus d'un demi-siècle des tumultes du monde. Pourtant, sous nos yeux mais sans que nous y ayons pris garde, on nous a déclaré la guerre. Voyez ce que disait en juin 2021, avec une franchise confondante, Dinara Toktosunova, la *chief executive officer* (CEO, ou directrice générale) de l'agence de presse spécialisée dans la vidéo Ruptly, propriété de Russia Today basée à Berlin et responsable de RT Deutsch, dans une interview diffusée par Arte Journal : « La Troisième Guerre mondiale se joue dans le domaine de l'information et, dans ces conditions, nous sommes tous engagés dans cette guerre. »

Formule à l'emporte-pièce dont les patrons de médias en quête de notoriété raffolent ? Rodomontade un brin provocatrice, bien dans le style de la Russie poutinienne ? Comme il était doux de le croire et de ne se préoccuper de rien. Comme il était confortable de faire l'impasse sur

La guerre qu'on ne voit pas venir

un autre avertissement, la « doctrine Guerassimov », du nom du général chef d'état-major des armées russes, qui publiait ceci en 2013 :

« On observe au *xxi*^e siècle une tendance à l'effacement des distinctions entre l'état de guerre et l'état de paix. [...] Les moyens non militaires ont vu leur rôle s'accroître pour atteindre des objectifs stratégiques et politiques et, dans de nombreux cas, dépassent de loin par leur efficacité la force des armes. Les méthodes de lutte utilisées mettent désormais l'accent sur une large gamme de moyens politiques, économiques, informationnels, humanitaires, ainsi que d'autres moyens non militaires, réalisés par l'implication du potentiel de protestation de la population. Tout ceci est complété par des moyens militaires dissimulés, y compris par la mise en œuvre de manifestations d'opposition dans la sphère de l'information¹. »

Encore faut-il se souvenir que ce que décrit alors Guerassimov ne correspond pas – pas à l'époque du moins – à la stratégie de la Russie, mais aux arrière-pensées qu'il prête à l'Occident. Force est de constater que le Kremlin a fait des intentions prêtées à d'autres sa propre ligne de conduite. On prendra soin de relever que c'est le même général Guerassimov qui dirige aujourd'hui les forces armées russes dans la guerre d'Ukraine.

Après des années passées au service de la politique étrangère de la France, une entrée en politique et mon mandat de députée européenne, où j'ai choisi de traiter plus particulièrement des questions de sécurité, de

Introduction

défense, de relations internationales, mais aussi d'ingérences étrangères dans nos démocraties, grâce à une commission spéciale que le Parlement européen a créée tout exprès, je ne pouvais pas ignorer ce type d'avertissement ni fermer les yeux sur la mise en œuvre, de plus en plus flagrante, de cette guerre hybride.

Voici comment j'interpelaï Josep Borrell, le haut représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité de l'Union européenne, en juillet 2021, à Strasbourg, lors de la session plénière du Parlement européen :

« Monsieur le haut représentant,

« J'ai une question à vous poser. Sommes-nous encore vraiment en paix ? Quand la désinformation déferle chaque jour sur l'Europe, quand les cyberattaques se succèdent, quand dans ce Parlement même certains élus faussement patriotes récitent la propagande de Moscou ou de Pékin sans en changer une virgule, on doit se rendre à l'évidence : nos démocraties sont harcelées par des régimes autoritaires qui ne supportent pas ce que représente l'Europe, un espace unique de liberté, de prospérité et de solidarité.

« Alors si nous sommes d'accord sur le constat, j'ai une autre question à vous poser, Monsieur le haut représentant : face aux attaques contre nos démocraties, quel est votre plan de bataille ? Pour exposer l'ampleur de la désinformation importée et en paraphrasant Staline : l'Europe, combien de divisions ? Pour contrer les cyberattaques, comment proposez-vous d'organiser la solidarité entre États membres, cette solidarité que permettent

La guerre qu'on ne voit pas venir

les traités européens ? Comment comptez-vous imposer des représailles à ceux qui harcèlent nos démocraties et se livrent pour le moment à une guerre *low cost* ?

« Monsieur le haut représentant, ne nous dites pas ce que vous faites déjà, car nous le savons, nous l'apprécions mais nous sommes convaincus qu'il faut faire plus. Si c'est une question de moyens humains ou matériels, dites-le-nous. Si c'est une question d'outils juridiques, dites-le-nous. Ce Parlement sert à cela et ce Parlement, en tout cas l'écrasante majorité de ses membres, a pour première mission de protéger nos démocraties. »

Un an plus tard, je ne changerais pas un mot au constat et regrette qu'il ait fallu une guerre, celle faite à l'Ukraine, pour qu'à tous les niveaux, national, européen, mais aussi à l'échelle des citoyens que nous sommes, nous commençons à agir pour répondre à cette autre guerre qui ne dit pas son nom. Pourtant en Europe on a pris l'habitude de protéger beaucoup de choses : la qualité de notre alimentation, grâce à des normes sanitaires exigeantes, notre intimité numérique, grâce au règlement sur la protection des données personnelles, notre environnement, l'eau dans laquelle nous nous baignons, l'air que nous respirons, la propriété intellectuelle ou l'appellation géographique de ce que nous cultivons... Il reste un bien précieux que nous n'avons pas encore assez protégé, comme si rien ne le menaçait et que son existence allait de soi : notre liberté.

Or, que voyons-nous ? De plus en plus, des puissances autoritaires et inamicales utilisent notre espace de liberté

Introduction

comme terrain de jeu, dans l'espoir de nous diviser et de nous affaiblir.

Les cyberattaques, contre nos services publics les plus stratégiques, contre des entreprises grandes ou petites mais aussi contre des campagnes électorales, se sont multipliées.

La désinformation touche tous les sujets, de la Covid aux droits des femmes et des minorités en passant par les crises géopolitiques à nos portes, ou même le Brexit. Nous ne sommes pas en reste, dans chacun de nos pays, pour voir fleurir et circuler les contrevérités les plus aberrantes et les plus toxiques. Mais certaines d'entre elles n'ont rien de *made in France*. Elles trouvent ailleurs ou bien leur source, ou bien leur amplificateur, et relèvent de tentatives de manipulation malveillantes.

Ajoutons à cela les opérations d'influence auxquelles se livrent certaines puissances étrangères dans les milieux politiques, économiques et universitaires de nos pays. Beaucoup de ces tentatives échouent, mais lorsqu'elles réussissent, c'est notre souveraineté, notre indépendance et nos libertés de choix qui sont atteintes.

On dira que cela a toujours existé. C'est parfaitement exact. Mais aujourd'hui la puissance du numérique amplifie et accélère considérablement nos vulnérabilités et l'impact des attaques qui nous ciblent. Grâce au numérique, en effet, l'espace et le temps n'existent plus. Une fausse information peut faire le tour du monde sans rencontrer d'autre frontière que celle de la langue parlée par ceux qui la liront. Et ce tour du monde, elle peut le faire en quelques fractions de seconde. Cela, cette porosité

La guerre qu'on ne voit pas venir

et cette fulgurance dans la circulation de l'information, vraie ou fausse, neutre ou malveillante, nous ne l'avions jamais vécu et nous n'avons guère eu le temps d'y réfléchir ni de nous y préparer, avant que des acteurs mal intentionnés ne s'en emparent et n'en tirent avantage : sur les réseaux sociaux, les faux comptes et les trolls prolifèrent. Les efforts d'autorégulation des plateformes se sont montrés aussi inégaux qu'insuffisants, et nous laissent exposés à toutes les formes de manipulations. Notre dépendance toujours plus forte au numérique rend les cyberattaques toujours plus dangereuses. En un mot, notre ouverture au monde est à la fois notre richesse et notre point faible.

Nous devons analyser en profondeur d'où viennent les attaques contre nos démocraties. Nous devons tirer les leçons de ce qui se passe à la fois au grand jour et dans l'ombre. Et nous devons agir.

Protéger nos démocraties passe par une information et une transparence complètes sur les menaces qui les visent. Les faits appartiennent à tout le monde. À chacun, ensuite, de se faire son opinion.

PREMIÈRE PARTIE

Covid, guerre en Ukraine,
fous de Dieu : les fauves sont lâchés

La Russie

« La Russie fait partie de la culture européenne. Je ne peux pas imaginer mon pays isolé de l'Europe et de ce qu'on a coutume d'appeler le monde civilisé. Aussi, il m'est difficile de penser à l'Otan comme à un ennemi. Je n'écarterais pas la possibilité que la Russie rejoigne l'Otan. Pourquoi pas ? »

Vladimir POUTINE, 5 mars 2000.

Mais qu'est-ce qui lui a pris ?

Qu'est-il arrivé à Vladimir Poutine ?

Quel besoin a-t-il eu d'envahir l'Ukraine et de s'aliéner les démocraties occidentales ? Quel besoin avait-il, aussi, de leur faire une guerre sourde, à ces démocraties, une guerre de l'information, de l'influence, de l'ingérence, depuis de longues années ? Qu'avait-il à y gagner, que craignait-il de perdre ?

Car enfin, souvenons-nous. Au début de sa présidence, le maître du Kremlin a caressé l'idée de... rejoindre l'Otan. Certes, cela paraît loin. Au siècle dernier, littéralement. Succédant à Boris Eltsine, qui a assumé un

rapprochement spectaculaire avec l'Occident, Vladimir Poutine arrive au pouvoir au début de l'année 2000. Certes, l'ancien président a déçu le peuple russe. Certes, le passé kgbiste de Vladimir Poutine le prépare mal à entrer dans la famille du monde libre, ce que l'avenir confirmera. Pourtant, et c'est lui qui le raconte, lors de sa première rencontre avec Bill Clinton au Kremlin, il lui propose : « Nous devrions considérer l'option que la Russie puisse rejoindre l'Otan¹. » La confiance n'a pas vocation à rester secrète, puisqu'il la livre dès le mois de mars 2000 dans sa première interview à un journaliste étranger².

Mais, il y avait un « mais » et de taille. Hors de question pour Vladimir Poutine de voir l'Otan continuer à s'étendre à l'est en direction d'anciennes républiques soviétiques. Il n'est pas parvenu à empêcher l'accession des pays baltes, mais entend bien qu'on en reste là. Il n'a jamais reçu de véritable assurance en ce sens, contrairement à ce qu'il affirme, car reconnaître à la Russie un droit de veto sur l'entrée de nouveaux membres dans l'Alliance atlantique était et reste inacceptable. Beaucoup en Europe reprennent malheureusement ce faux reproche d'une promesse non tenue. Certains le font de bonne foi. Pas tous.

Ce que cherchait Poutine en jouant avec l'idée de rejoindre l'Otan, c'était de faire changer profondément la nature même de l'Alliance atlantique, née pour contrer le péril soviétique. Ce qu'il voulait, c'était obtenir une voix au chapitre sur l'architecture de sécurité du continent européen et, surtout, garder le contrôle sur ce qui

s'y passait à l'est. Ce qu'il espérait aussi, plus fondamentalement, c'était redresser une Russie en crise. Et de ce point de vue, l'heure n'était pas à la confrontation, du moins au début de son premier mandat.

Puis vint le temps des révolutions de couleur : révolution des Roses en Géorgie en 2003, révolution orange en Ukraine en 2004 ; le Kremlin commença à perdre du terrain et vit l'attrait pour l'Occident en général et l'Europe en particulier progresser à ses portes. Pour Poutine, une seule explication possible : les anciennes républiques soviétiques étaient la cible d'opérations d'influence sans précédent de la part de la CIA. Que des peuples puissent librement aspirer à un autre modèle que celui qu'ils avaient subi, qu'ils contestent que le soleil se trouve forcément à Moscou et qu'il faille vivre dans son orbite ne l'effleura pas un instant. Pour le président russe, son pays avait eu tort de baisser la garde et avait été pris par surprise dans un jeu d'influence où l'Ouest avait gagné la première manche. À partir de là, Vladimir Poutine commença à se préparer au deuxième set. Puis vint le sommet de Bucarest de 2008, où l'Otan s'engagea à terme, sans que l'échéance soit précisée, à accueillir la Géorgie et l'Ukraine. À Moscou, ce fut l'affolement, le raidissement, le repli puis l'offensive.

Guerre en Géorgie en 2008, en Ukraine dès 2014. Vladimir Poutine se fixe un objectif : ne plus laisser reculer l'influence russe ni avancer l'attrait pour l'Ouest. Il remâche cette analyse d'Henry Kissinger sur l'effondrement de l'Union soviétique : « Aucune grande puissance ne s'est jamais désintégrée aussi radicalement et

aussi rapidement sans avoir été vaincue par les armes³. » Il faut d'urgence regagner du terrain, se méfier de ce poison démocratique qui infiltre les marges de l'ancien empire et risque de gagner le cœur de la Russie. Il faut surtout prendre le contre-pied systématique de la « doctrine Gorbatchev », jugée responsable de l'écroulement de l'Union soviétique. Gorbatchev avait voulu « passer par-dessus tout ce qui divise⁴ » et se rapprocher de l'Ouest en laissant l'Europe centrale et orientale, puis la RDA se libérer du joug communiste. Il espérait éviter toute contagion plus à l'est et préserver un modèle soviétique réformé. Un putsch raté plus tard, l'URSS s'écroulait.

Aussi, pour Vladimir Poutine, dès lors que la Géorgie, puis l'Ukraine ont démontré leur volonté de se dégager du joug russe, et bien avant la guerre de 2022, il faut agir, vite et fort, quelles qu'en soient les conséquences pour les relations avec l'Europe et les États-Unis. Peu importent les sanctions, peu importent les tensions, ce qu'il faut, c'est sauver ce qui reste de l'Empire, décourager toutes les anciennes républiques soviétiques de suivre l'exemple des Baltes, de se tourner trop ostensiblement vers l'Occident et vers la démocratie. L'Arménie en paye le prix, qui a cru, avec son Premier ministre Nikol Pachinian, pouvoir prendre ses distances d'avec les oligarques pro-russes et s'aventurer vers une démocratie plus mature. Le conflit du Haut-Karabakh, que l'Azerbaïdjan n'aurait jamais pu réveiller en septembre 2020 sans l'assentiment de Moscou, lui a rappelé à quel point elle dépendait du bon vouloir du Kremlin : le cessez-le-feu n'est intervenu

Table

Introduction.....	7
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Covid, guerre en Ukraine,
fous de Dieu : les fauves sont lâchés

1. La Russie	17
2. La Chine	55
3. La Turquie.....	81
4. Les dieux sont tombés sur la tête	97
5. Quand l'Occident s'en mêle et s'emmêle.....	127

DEUXIÈME PARTIE

Haro sur les démocraties !

1. Personne ne sera épargné	143
2. La nuit est tombée à l'est	169
3. Si loin, si proches : Taïwan et l'Australie	195
4. Main basse sur l'Afrique	203

La guerre qu'on ne voit pas venir

TROISIÈME PARTIE

Des méthodes de voyous : cas concrets

1. Les manipulations de l'information	229
2. La cyberguerre est déclarée	273
3. Qui veut truquer les élections ?.....	301
4. Les idiots utiles sont parmi nous.....	329
5. Les universités et les chercheurs	393
6. L'instrumentalisation de l'Histoire.....	415

QUATRIÈME PARTIE

Et alors, qu'est-ce qu'on fait ?

1. « Pas de ça chez moi ! » La réponse des autoritaires eux-mêmes.....	429
2. Se défendre sans se déformer.....	445
3. Braquer les projecteurs.....	471
4. Dompter les fauves.....	495
Conclusion	517
Notes de fin.....	521
Remerciements.....	547